



**Décision d'examen au cas par cas n° 2021-5276
en application de l'article R 122-3 du code de l'environnement**

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination de Monsieur Michel Lalande, Préfet de la région Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} février 2019 donnant délégation de signature en matière d'évaluation environnementale des projets à Monsieur Laurent Tapadinhas, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n°2021-5276, déposé complet le 8 mars 2021 par la SCEA Thibault, relatif au projet de création et exploitation d'un forage d'irrigation à Brasseuse ou à Barbéry dans le département de l'Oise ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé Hauts-de-France le 18 mars 2021 ;

Vu la décision tacite de soumission à l'étude d'impact du 12 avril 2021 ;

Considérant que le projet, qui consiste à réaliser trois forages de reconnaissance de profondeur en vue de créer un forage agricole de 40 à 110 mètres de profondeur pour irriguer des cultures, relève de la rubrique 27°a) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas tout forage pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 m ;

Considérant que deux propositions d'implantation sont faites, que le projet de forage est prévu sur la commune de Barbery dans un premier temps, et qu'un second forage à Brasseuse, voire un troisième, sera effectué en cas d'échec du premier ;

Considérant que les futurs forages permettront de prélever dans la nappe du Lutétien ou du Cuisien un volume annuel maximal de 75 000 m³ ;

Considérant la localisation du forage F2 bis à proximité immédiate d'un captage d'eau potable, et du captage F2 à environ 400 mètre du captage d'eau potable ;

Considérant la localisation des forages dans le bassin de la Nonnette sensible à l'eutrophisation ;

Considérant l'ampleur du prélèvement projeté notamment pendant la période estivale alors qu'une problématique de sécheresse est connue sur ce secteur ;

Considérant le prélèvement supplémentaire important d'eau occasionné par le projet, et la présence de nombreux autres projets de forages ou forages existants dans ce bassin, et donc la nécessité d'étudier le cumul des impacts par une modélisation de la nappe ;

Considérant qu'il est nécessaire d'étudier la capacité de recharge de la nappe et les relations entre la nappe et les milieux aquatiques, ainsi que l'impact des prélèvements d'eau sur les milieux aquatiques notamment en période d'étiage et en prenant en compte le changement climatique et la nécessité de préserver les captages d'eau destinés à la consommation humaine ;

Considérant que les forages d'essai qui ne seront pas utilisés en exploitation, devront être rebouchés dès la conclusion des essais, conformément aux prescriptions de l'arrêté du 11 septembre 2003 ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine ;

Décide

Article 1^{er} :

La décision tacite de soumission du 12 avril 2021 est retirée et remplacée par la présente décision.

Article 2 :

Le projet de création et exploitation d'un forage d'irrigation à Brasseuse ou à Barbery dans le département de l'Oise, déposé par la SCEA THIBAULT, est soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.



Article 3 :

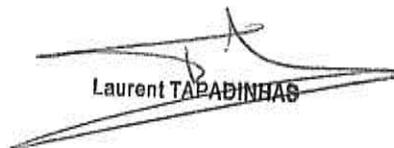
La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 4 :

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur le site Internet de la DREAL Hauts-de-France.

Fait à Lille, 06/05/2021

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional de l'environnement
de l'aménagement et du logement,



Laurent TAPABINHAS

Voies et délais de recours

1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Préfecture de la région Hauts-de-France
12 rue Jean-Sans-Peur – 59 800 LILLE
(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

DREAL Hauts-de-France
44 rue de Tournai – CS 40 259 – 59 019 LILLE CEDEX
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Ministère de la Transition Écologique et Solidaire
Tour Pascal et Tour Sequoïa A et B – 92 055 La Défense CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Lille

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS 62 039 – 59 014 LILLE CEDEX

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

04/01/2014 10:00:01